



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

**Direction départementale des
territoires**

Service de l'Eau et des Risques

Bureau Prévention des Risques Naturels et
Hydrauliques

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfet de la Côte-d'Or
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

**ARRETE PREFECTORAL N° 148 du 11 mars 2019 portant prescription de
l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNi)
sur le territoire des communes de :**

**Aiserey, Aubigny-en-Plaine, Bessey-les-Cîteaux, Brazey-en-Plaine, Echigey,
Esbarres, Flagey-Echezeaux, Gilly-les-Cîteaux, Izeure, Longecourt-en-Plaine,
Magny-les-Aubigny, Marliens, Saint-Nicolas-les-Cîteaux, Saint-Usage, Saulon-la-
Chapelle, Saulon-la-Rue, Tart, Villebichot et Vougeot.**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 562-1 à L 562-9, les articles L 123-1 à L 123-19 ainsi que les articles R 562-1 à R 562-11 et les articles R 123-1 à R 123-27;

VU le code de la sécurité intérieure;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 27 avril 2018 nommant Monsieur Bernard SCHMELTZ, Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, Préfet de la Côte-d'Or ;

VU la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) du Territoire à Risque important d'Inondation (TRI) de Dijon, arrêté par le préfet de Côte-d'Or le 1^{er} mars 2017 ;

VU la décision n° F-027-18-P-0102 du 4 février 2019 de l'Autorité Environnementale (le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable) dispensant d'évaluation environnementale le projet de PPRN inondation sur les communes du périmètre d'étude du bassin de la Vouge ;

CONSIDERANT qu'il résulte des études hydrauliques précédemment menées sur le bassin de la Vouge, que le risque inondation est bien réel et que l'établissement de PPRNi s'impose ;

CONSIDERANT la nécessité :

- d'éviter une aggravation de l'exposition des personnes et des biens aux risques d'inondation et à réduire leurs conséquences négatives sur les vies humaines, l'environnement, les activités économiques et le patrimoine culturel ;
- de délimiter les zones exposées aux risques d'inondation à l'intérieur desquelles l'occupation et l'utilisation des sols seront contrôlées ;
- de réglementer les zones exposées aux risques afin de veiller à ne pas en accroître la vulnérabilité et de préserver les zones d'expansion des crues ;
- de définir des mesures spécifiques de prévention, de protection et de sauvegarde à mettre en œuvre afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens et de préserver les champs d'expansion des crues ;
- d'informer la population et plus particulièrement les propriétaires fonciers et les gestionnaires de l'espace, sur les risques d'inondation auxquels elle est exposée ;

CONSIDERANT que le plan de prévention des risques naturels d'inondation des communes concernées par ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or et du directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or ;

A R R E T E

Article 1er : Objet du présent arrêté

Le présent arrêté a pour objet la prescription de l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles et liés aux Inondations (PPRNI) sur le territoire de chacune des 19 communes suivantes:

Aiserey, Aubigny-en-Plaine, Bessey-les-Cîteaux, Brazey-en-Plaine, Echigey, Esbarres, Flagey-Echezeaux, Gilly-les-Cîteaux, Izeure, Longecourt-en-Plaine, Magny-les-Aubigny, Marliens, Saint-Nicolas-les-Cîteaux, Saint-Usage, Saulon-la-Chapelle, Saulon-la-Rue, Tart, Villebichot et Vougeot.

Annexe 1 : liste des communes concernées.

Article 2 : Périmètre d'étude

Le périmètre d'étude est défini sur le plan annexé au présent arrêté.

Annexe 2 : plan du périmètre d'étude.

Article 3 : Nature des risques pris en compte

Les risques pris en compte sont les risques naturels prévisibles et liés à des inondations par débordement des rivières de la Vouge, de la Bièvre et de la Cent Fonts et plus localement, à des phénomènes observés de ruissellement et de remontées de nappe.

Article 4 : Service instructeur

La Direction Départementale des Territoires de la Côte-d'Or (DDT 21 – Service de l'eau et des Risques – Bureau Prévention des Risques Naturels et Hydrauliques – 57, rue de Mulhouse – 21033 DIJON cedex) est chargée de l'instruction du projet de Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation tel que prévu à l'article 1 du présent arrêté.

Article 5 : Eligibilité à l'évaluation environnementale

Conformément à la décision de l'autorité environnementale du 4 février 2019 annexée au présent arrêté, l'élaboration du plan de prévention des risques naturels d'inondation sur le périmètre d'étude, n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section 1 du chapitre II du Titre II du Livre Ier du code de l'environnement.

Annexe 3 : décision de l'autorité environnementale en date du 4 février 2019

Article 6 : Association et concertation

Les modalités de l'association des collectivités territoriales et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ainsi que de la concertation avec la population relative à l'élaboration du projet de PPRNi du bassin versant de la Vouge, de la Bièvre et de la Cent-Fonts sont définies comme suit :

Article 6.1 : Association des parties prenantes à l'élaboration du projet :

La DDT 21 organisera des réunions d'information et d'échange sous forme de Comités de Pilotage (COPIL) présidés par le Secrétaire Général de la Préfecture de Côte d'Or, pour chacune des grandes phases de l'élaboration du PPRNi.

Les personnes membres du COPIL seront, à minima, les suivants :

Pour les services de l'ETAT, les représentants de :

- la Préfecture de Côte-d'Or,
- la Direction Départementale des Territoires de la Côte-d'Or (Service instructeur de la procédure d'élaboration des PPRNi),

Pour les collectivités territoriales, les représentants de :

- les 19 communes listées à l'article 1,
- les 3 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) suivants :
 - Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise
 - Communauté de Communes Rives de Saône
 - Communauté de Communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges
- les Syndicats Mixtes du SCOT du dijonnais et du SCOT des agglomérations de Beaune et de Nuits-Saint-Georges,
- le Syndicat du Bassin de la Vouge (SBV)
- la Commission Locale de l'Eau du SAGE du bassin de la Vouge

En fonction de l'évolution institutionnelle de l'exercice, de la compétence « gestion de l'eau, des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI), tout nouvel organisme éventuellement compétent en tout ou partie de la compétence GEMAPI sur le périmètre d'étude sera automatiquement associé à l'élaboration des PPRNi.

Des réunions techniques supplémentaires pourront être organisées à la demande des communes ou des communautés de communes compétentes.

Tout au long du déroulement de la procédure, la DDT s'attachera à prendre en compte les dynamiques territoriales en jeu, dans le respect des grands principes de la politique de prévention. De leur côté, les communes et communautés de communes compétentes communiqueront le plus en amont possible et de la manière la plus complète possible, leurs projets et stratégies de développement.

Lorsqu'elles seront consultées, les communes et communautés de communes compétentes adresseront leurs remarques, par écrit, au service instructeur.

Article 6.2 : Concertation avec le public

La concertation du public sera organisée en liaison avec les communes.

Elle débutera, au plus tôt, dès que le présent arrêté de prescription sera rendu exécutoire et se poursuivra tout au long de la procédure d'élaboration des PPRNi.

Afin d'en dresser le bilan, la concertation sera clôturée au plus tard un mois avant la consultation officielle des personnes publiques associées.

Accès du public aux informations

- un dossier d'avancement de la procédure sera consultable sur le site internet de la préfecture de Côte-d'Or à l'adresse suivante : www.cote-dor.gouv.fr/inondations-r1027.html (*Accueil > Politiques publiques > Risques majeurs, naturels et technologiques > Inondations*)

Ce site sera régulièrement mis à jour à mesure de l'avancement de la procédure.

- une réunion publique, par secteur hydrographique cohérent, sera organisée sur le territoire du périmètre d'étude, afin d'informer la population sur la mise en œuvre du projet de PPRNi et de la faire participer aux échanges.

Recueil des observations du public

- le public pourra interroger le service instructeur pendant toute la phase d'élaboration du PPRNi et lui faire part de ses observations et/ou témoignages :
 - soit par courrier en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :
Direction départementale des territoires de la Côte-d'Or
Service de l'Eau et des Risques
Bureau Prévention des risques Naturels et Hydrauliques
57, rue de Mulhouse
21033 DIJON CEDEX
 - soit par courriel à l'adresse suivante : ddt-ser-bprnh@cote-dor.gouv.fr

Le bilan de la concertation sera remis au commissaire enquêteur et sera joint au registre d'enquête publique.

Article 6.3 : Consultation administrative des collectivités et des services

Cette phase de consultation est un préalable obligatoire avant la mise à l'enquête publique du projet de PPRNi.

Les modalités de consultation officielle sont définies à l'article R.562-7 du code de l'environnement.

Tout avis non exprimé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la saisine, sera réputé favorable. Les avis recueillis seront consignés ou annexés au registre d'enquête publique.

Article 7 : Mesures de notification et de publicité

Le présent arrêté sera notifié à Mesdames et Messieurs les maires des communes énumérées à l'article 1 du présent arrêté, ainsi qu'à Messieurs les présidents des 3 EPCIs et des 2 syndicats mixtes de SCOT énumérés à l'article 6.1.

Le présent arrêté sera affiché, pendant une durée minimum d'un mois, en mairies et aux sièges des 3 EPCIs et des 2 syndicats mixtes de SCOT.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de la Côte d'Or et fera l'objet d'une insertion dans le Bien Public.

Article 8 : Exécution du présent arrêté

Monsieur le :

- secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or,
- directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or,

Mesdames et Messieurs les maires des communes de :

- Aiserey, Aubigny-en-Plaine, Bessey-les-Cîteaux, Brazey-en-Plaine, Echigey, Esbarres, Flagey-Echezeaux, Gilly-les-Cîteaux, Izeure, Longecourt-en-Plaine, Magny-les-Aubigny, Marliens, Saint-Nicolas-les-Cîteaux, Saint-Usage, Saulon-la-Chapelle, Saulon-la-Rue, Tart, Villebichot et Vougeot,

Messieurs les présidents de :

- la communauté de communes de la Plaine Dijonnaise
- la communauté de communes de Rives de Saône
- la communauté de communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges
- le syndicat mixte du SCOT du dijonnais
- le syndicat mixte du SCOT des agglomérations de Beaune et de Nuits-Saint-Georges

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dijon, le 11 mars 2019

le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT

Annexe 1 : liste des communes concernées

Annexe 2 : plan du périmètre d'étude

Annexe 3 : décision de l'autorité environnementale

**Arrêté préfectoral portant prescription de l'élaboration d'un Plan de Prévention des
Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) sur le territoire du bassin de la Vouge**

Annexe 1 : liste des communes concernées

Aiserey

Aubigny-en-Plaine

Bessey-les-Cîteaux

Brazey-en-Plaine

Echigey

Esbarres

Flagey-Echezeaux

Gilly-les-Cîteaux

Izeure

Longecourt-en-Plaine

Magny-les-Aubigny

Marliens

Saint-Nicolas-les-Cîteaux

Saint-Usage

Saulon-la-Chapelle

Saulon-la-Rue

Tart

Villebichot

Vougeot

[illegible]

**Arrêté préfectoral portant prescription de l'élaboration d'un Plan de Prévention des
Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) sur le territoire du bassin de la Vouge**

Annexe 3 : décision de l'autorité environnementale

ANNEXE N° 3 à l'arrêté préfectoral n° 148 du 11/03/2019
prescrivant l'élaboration des PPRNi du bassin de la Vouge.



Autorité environnementale

<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/l-autorite-environnementale-r145.html>

**Décision de l'Autorité environnementale, après
examen au cas par cas, sur l'élaboration de dix-neuf
plans de prévention des risques d'inondation (PPRI)
du bassin versant de la Vouge (21)**

n° : F – 027-18-P-0102

Décision du 4 février 2019
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

Le président de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-027-18-P-0102 (y compris ses annexes) relative à l'élaboration de dix-neuf plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) du bassin versant de la Vouge (21), reçue complète de la préfecture de la Côte-d'Or le 5 décembre 2018 ;

Considérant les caractéristiques des plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) à élaborer :

- qui portent sur les communes d'Aiserey, Aubigny-en-Plaine, Bessey-lès-Cîteaux, Brazey-en-Plaine, Échigey, Esbarres, Flagey-Echézeaux, Gilly-lès-Cîteaux, Izeure, Longecourt-en-Plaine, Magny-lès-Aubigny, Marliens, Saint-Nicolas-lès-Cîteaux, Saint-Usage, Saulon-la-Chapelle, Saulon-la-Rue, Tart-le-Haut, Villebichot, Vougeot,
- qui prennent en compte une étude hydraulique ayant permis d'établir une cartographie de diverses crues, dont la crue de référence ;

Considérant les caractéristiques des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, en particulier :

- 225 ha situés en zone inondable, soit 15,8 % de l'aire d'étude,
- 15 346 habitants recensés dans les dix-neuf communes concernées, marquées par une faible dynamique démographique, certaines communes connaissant même une décroissance démographique depuis 2010,
- la présence de deux écoles et de plusieurs lieux d'activités économiques,
- l'existence de sites Natura 2000, de zones naturelles d'importance écologique, faunistique et floristique de types I et II, et d'éléments de la trame verte et bleue identifiés au schéma régional de cohérence écologique,
- étant souligné que les PPRI à élaborer contribueront à préserver les zones agricoles et naturelles de l'urbanisation, dans la mesure où ils rendront inconstructibles celles situées en zone inondable pour préserver les champs d'expansion des crues,
- en l'absence d'autre sensibilité environnementale identifiée ;

Décide :

Article 1^{er}


En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, l'élaboration de dix-neuf plans de prévention des risques d'inondation (PPRI) du bassin versant de la Vouge (21), portant sur les communes citées en annexe, n° F-027-18-P-0102, présentée par la préfecture de la Côte-d'Or, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable. Cette décision doit également figurer dans le dossier d'enquête publique.

Fait à la Défense, le 4 février 2019,

Le président de l'Autorité environnementale
du Conseil général de l'environnement
et du développement durable,



Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'Autorité environnementale
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX

Annexe

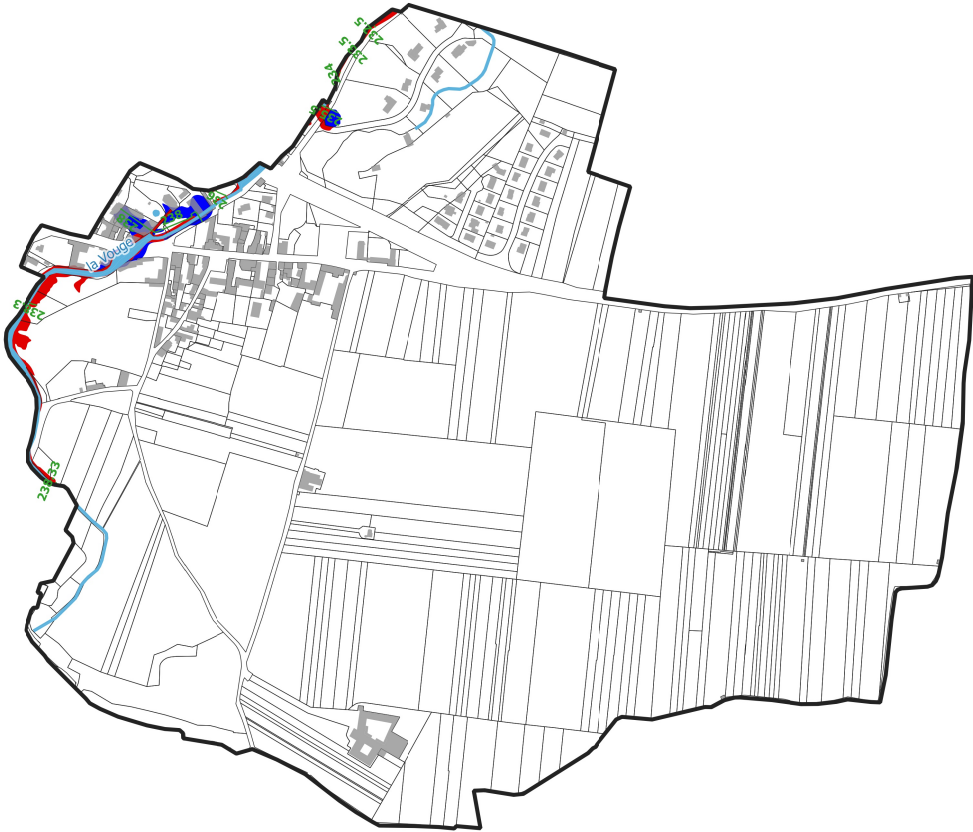
L'élaboration des PPRI porte sur les communes de :

Aiserey,
Aubigny-en-Plaine,
Bessey-lès-Cîteaux,
Brazey-en-Plaine,
Échigey,
Esbarres,
Flagey-Echézeaux,
Gilly-lès-Cîteaux,
Izeure,
Longecourt-en-Plaine,
Magny-lès-Aubigny,
Marliens,
Saint-Nicolas-lès-Cîteaux,
Saint-Usage,
Saulon-la-Chapelle,
Saulon-la-Rue,
Tart-le-Haut,
Villebichot,
Vougeot



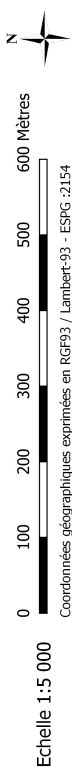
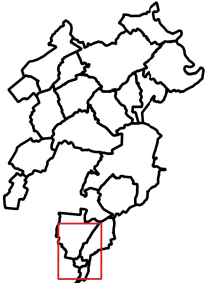
Commune de Vougeot


Cartographie du zonage réglementaire



Légende

- Zonage réglementaire
- Zones bleues
- Zones rouges
- Zones soumises à des remontées de nappes
- Contour de commune
- Bâti
- Contours des parcelles
- Isocotes (cru de référence - en mètres NGF)
- Réseau hydrographique
- Permanent
- Intermittent
- Plan d'eau



Fonds cartographiques: Parcelaire (DGI)® BD Topo® Cadastre (DGI)®		Maitre d'ouvrage: Direction Départementale des Territoires de Côte d'Or		 Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° du Le Préfet,
Version	Date	Description / Commentaire		
Version 1	Avril 2020	Version initiale		
Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or - 57 rue de Mulhouse - 21033 DIJON Cedex Tél: 03 80 29 44 44 - www.cote-dor.gouv.fr				

Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or - 57 rue de Mulhouse - 21033 DIJON Cedex
Tél: 03 80 29 44 44 - www.cote-dor.gouv.fr



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION
(PPRI) DES BASSINS DE LA VOUGE, DE LA BIÈTRE
ET LA CENT-FONTS

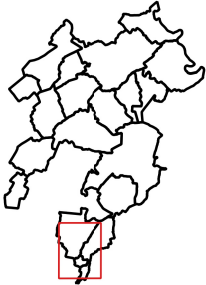
Commune de Vougeot

Cartographie des enjeux

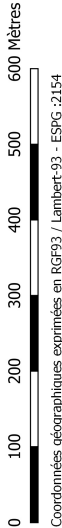
Légende

- Enjeux surfaciques
- Zones à urbaniser
 - Zones d'activités économiques et commerciales
 - Zones urbanisées
 - Zones agricoles et autres zones à enjeux surfaciques
 - Zones naturelles
- Infrastructures de transport
- Autoroutes et axes structurants
 - Routes secondaires
 - Voies ferrées
 - Voies navigables
- Enjeux ponctuels
- Zones d'habitats isolés
 - Etablissements recevant du public
 - Activités agricoles et économiques
 - Espaces ouverts recevant du public
 - Ouvrages d'intérêt général
 - Autres enjeux hors zone inondable

- Bâtiments
- Contour des parcelles
- Contour des communes
- Réseau hydrographique
- Intermittent
- Permanent
- Plan d'eau



Echelle 1:5 000



Coordonnées géographiques exprimées en RGF93 / Lambert-93 - ESFG :2154



Fonds cartographiques: Parcelaire (DG1)® BD Topo® Cadastre (DG1)®		Maitre d'ouvrage: Direction Départementale des Territoires de Côte d'Or	
Version	Date	Description / Commentaire	
Version 1	Février 2020	Version initiale	
		Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or - 57 rue de M Tél: 03 90 29 44 44 - www.cote-dor.gouv.fr	

Direction Départementale des Territoires de la Côte d'Or - 57 rue de Mulhouse - 21033 DIDON Cedex
Tél: 03 80 29 44 44 - www.cote-dor.gouv.fr

